

Alimentation *low cost*

Le prix à payer

Une analyse de Dounia Tadli

INTRODUCTION

" Ce n'est pas seulement que le mangeur incorpore les propriétés de la nourriture : symétriquement, on peut dire que l'absorption d'une nourriture incorpore le mangeur dans un système culinaire et donc dans le groupe qui le pratique (...). À un système culinaire s'attache une vision du monde. "

Claude Fischler, sociologue

" Un bon produit, c'est un produit qui est bon à la fois pour notre santé et notre nutrition, bon pour l'environnement, qui est durable par sa production (...), et puis un bon produit c'est, avant toute chose, un produit qui rend pérenne la production par ceux qui le produisent, et donc qui économiquement est un produit qui a une valeur rétribuée, qui rentre dans une chaîne de valeurs où on sait faire remonter toutes ces parties de plus-values vers celui qui les a produites, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. "

André Daguin, chef cuisinier

À la fin du mois de janvier 2018, une foule agitée s'engouffre dans un Intermarché. Certains sont encore engourdis par la longue nuit hivernale passée devant le bâtiment. Bousculades, cris, altercations... Ce qui aurait pu être un happening visant à dénoncer la société de consommation n'en est qu'une triste illustration. La chaîne de distribution a lancé, dans plusieurs de ses magasins français, une promotion « immanquable » : des pots de Nutella (950 grammes) à 1,41 euro au lieu des 4,70 euros habituels, soit une réduction de 70 %. S'en sont suivies émeutes, voire bagarres avec interventions des forces de l'ordre.¹

Un événement de la sorte interpelle. Dans quel genre de société les citoyens en viennent-ils aux mains pour accéder à un mélange douteux d'huile de palme et de sucres visant à le rendre dangereusement attractif pour les papilles, à un prix promotionnel tout aussi inquiétant que sa composition ? Alors que le Nutella a mauvaise publicité², une telle promotion ne vise-t-elle pas sournoisement les publics défavorisés, trop contents de pou-

voir, pour une fois, goûter à ce pur « bonheur à tartiner » ?

Dans notre dernière publication, nous montrions que la consommation *alternative* au système dominant pouvait constituer un moyen de distinction pour certains individus issus de la classe dominante.³ En expliquant les mécanismes menant au malaise de nos publics d'éducation permanente se rendant à des réunions de « Transition », nous mettions en avant les aspects plus culturels et sociaux, laissant de côté les facteurs économiques. Manger *autrement* n'est, effectivement, pas qu'une question d'argent : temps et énergie disponibles sont indispensables à ces pratiques (se procurer des produits frais et locaux, les cuisiner, participer à des réunions de Transition...). Mais à l'image des *émeutes* pour la plus célèbre des pâtes à tartiner, il nous semble qu'une réflexion autour du prix de l'alimentation ne peut être éludée. Le frein financier est effectivement régulièrement abordé dans nos ateliers d'éducation permanente en consommation durable :

| Manger sain, c'est cher (...). Ça demande une énergie. Si tu ne veux pas changer tes habitudes, c'est cher.

Participante, Liège, 2018

| Les participants se sentent coincés. Ils n'ont pas le choix, les moyens financiers, ni les moyens de transport.

Animatrice CPCP, Dour, 2016

¹ « Émeutes à cause d'une promo sur le Nutella : le fabricant déplore l'action de la chaîne Intermarché », *La Libre*, 26 janvier 2018, [en ligne :] <http://www.lalibre.be/actu/international/emeutes-a-cause-d-une-promo-sur-le-nutella-le-fabricant-deploire-l-action-de-la-chaîne-intermarche-video-5a6b2f8ecd70b09cefd4d9b>, consulté le 27 janvier 2018.

² En témoigne la récente campagne en réponse aux détracteurs. Voir « Nutella. On ne va pas tourner autour du pot », 2018, [en ligne :] <https://parlons-qualite-be.nutella.com/fr-be/parlons-qualite#7-ingredients>, consulté le 28 mars 2018.

³ D. TADLI, *Transition et simplicité volontaire... une solution pour ceux qui n'ont pas d'option ?*, Bruxelles : CPCP, « Au Quotidien », 2018.

Toutefois, il est intéressant de mettre ces propos en perspective avec les paroles d'un agriculteur : « Le cher et le pas cher, ça se discute. Il faut comparer des choses comparables et surtout ne plus dire simplement “ cher ” mais “ trop élevé par rapport à ce que je peux – ou veux – mettre... ” ».⁴

Les intérêts des uns et des autres sont compréhensibles : les mangeurs cherchent à consacrer une part de budget jugée raisonnable dans leur alimentation, tandis que les producteurs désirent légitimement être rémunérés correctement pour leur travail. Manger des produits sains, locaux, vides d'intrants et remplis de sens, coûte-t-il nécessairement plus cher ? L'alimentation *low cost* ne fait-elle pas l'économie dangereuse de la prise en compte des externalités négatives ? Finalement, quels mécanismes influent sur la fixation d'un prix, aux niveaux public et privé ?

Nous tenterons d'esquisser une réponse à ces questions en remettant en perspective notre perception du prix de la nourriture, sans toutefois réaliser une étude économique poussée qui dépasserait le cadre de la présente publication. En commençant l'analyse par une remise en contexte du rapport contraignant à la nourriture, de la globalisation économique ainsi que du danger de la financiarisation des matières premières, nous montrerons à quel point les prix se sont détachés de la valeur réelle des aliments. Les prix bradés masquent également une série de subventions, notamment à travers la Politique agricole commune (PAC), ainsi que des jeux de négociations (inégaux) par le secteur privé, comme nous le verrons dans le second point. Nous montrerons finalement que cette alimentation à première vue *low cost* cache une série d'externalités négatives – environnementales, sanitaires, sociales, mais aussi éthiques – non prises en compte.

I. ÉLÉMENTS DE CONTEXTE : L'ALIMENTATION À L'ÈRE DE LA GLOBALISATION

A. Quand se nourrir devient une contrainte

De nombreuses évolutions ont secoué l'organisation de la société tout au long du *xx^e* siècle: intensification de l'industrialisation, développement d'une « civilisation de bureau », arrivée des femmes sur le marché de l'emploi, individualisme et isolement social engendrés par l'urbanisation... En corollaire, le rapport à l'alimentation s'est également transformé : les individus ont cherché à compresser le temps et l'argent qui lui sont alloués. Fort heureusement, l'industrie agro-alimentaire en pleine expansion était ravie de répondre à cette demande qu'elle avait elle-même engendrée : elle s'est substituée aux métiers de pro-

duction traditionnels (agriculture paysanne) mais aussi aux utilisateurs (« ménagères », professionnels de la restauration).⁵

En d'autres termes, se nourrir est devenu une contrainte : un lunch rapide à midi, au plus vite et au moins cher, pour pouvoir rapidement retourner travailler dans son bureau⁶ et destiner son argent à d'autres usages. La part du budget réservée à l'alimentation a effectivement reculé tout au long du siècle dernier : une étude du SPF Économie indique ainsi que la part du budget des ménages belges consacrée à l'alimentation tournerait aujourd'hui autour de 13,4 % alors qu'elle

⁴ D. PARIZEL, *La question du prix au cœur de la relation producteurs/consommateurs*, Jambes : Nature & Progrès Belgique, « Étude », 2014.

⁵ C. FISCHLER, *L'omnivore*, Paris : Odile Jacob, 1990.

⁶ En 2011, une étude rapportait en effet que le repas de midi des Français était passé d'1h30 (années 1990) à 22 minutes 20 ans plus tard. L'enquête est citée par D. PARIZEL, *op. cit.*

s'élevait encore à 36 % dans les années 1960.⁷ Quand le revenu des classes populaires et moyennes augmente, les ménages n'achètent pas davantage de pain : au contraire, ils diminuent leur consommation de cet aliment modeste et demandent à l'appareil productif

de monter en gamme et de fournir une plus grande variété de produits tels que la viande.⁸ Et toute la part du budget qui n'est plus allouée à l'alimentation permet d'autres dépenses, notamment dans les secteurs du loisir et de la communication.

Manger, entre nécessité et contrainte

Depuis les origines de l'histoire humaine, c'est surtout l'aspect vital de l'alimentation qui a concentré l'attention : il fallait réussir à subsister pour exister. Les chasseurs-cueilleurs comme les agriculteurs étaient régulièrement soumis à des périodes d'incertitudes, insuffisance de gibier pour les uns, mauvaise soudure saisonnière pour les autres. Mais depuis le xx^e siècle, le risque du manque s'estompe dans les pays dits « développés » : la grande famine irlandaise de la pomme de terre pris fin en 1848. Aujourd'hui, les Occidentaux ne se soucient plus de la pénurie alimentaire mais bien de la profusion (que choisir, quel aliment éviter, quels critères privilégier ?) et des dérives (« on ne sait plus ce qu'on mange ») de la modernité.

Les aliments sont en effet de plus en plus transformés, réponse de l'agro-industrie à la demande des mangeurs de compresser la part de leur temps quotidien qui relève de la contrainte. Les préparations culinaires ou pré-culinaires se déplacent de plus en plus de la cuisine à l'usine : « Les nouveaux aliments-service incorporent de plus en plus de travail et de temps, qu'il s'agisse de plats tout préparés ou de légumes pré-épluchés, de purées instantanées ou de café soluble, en déchargeant d'autant le consommateur. »¹⁰

En réponse à cette course infinie au gain de temps, des mouvements citoyens invitent au ralentissement et à la simplicité. L'organisation internationale Slow Food, par exemple, a pour but « d'empêcher la disparition des traditions et cultures alimentaires locales, de contrer le phénomène d'accélération de la vie et de combattre le désintérêt général envers la nourriture consommée, sa provenance et la manière dont nos choix alimentaires affectent le monde qui nous entoure ».¹¹

Si les mangeurs peuvent se permettre de consacrer moins d'argent à leur alimentation, c'est, entre autres raisons, parce que les coûts de production ont diminué, se détachant peu à peu de la valeur réelle des produits.

En cause, l'industrialisation agro-alimentaire qui a bénéficié du contexte général de la globalisation des échanges, avec ses gagnants... et ses nombreux perdants.

⁷ « Un tiers de nos dépenses consacré au logement », *StatBel*, 26 septembre 2017, [en ligne :] <https://statbel.fgov.be/fr/themes/menages/budget-des-menages#news>, consulté le 15 février 2018.

⁸ T. PECH, *Insoumissions. Portrait de la France qui vient*, Paris : Seuil, 2017.

⁹ C. FISCHLER, *op. cit.*

¹⁰ *Ibid.*, p. 193.

¹¹ « En savoir plus », *Slow Food*, 2018, [en ligne :] <https://www.slowfood.com/network/fr/a-propos-de-nous/>, consulté le 5 avril 2018. Voir également l'association belge les Amis de la Terre, qui appartient au large réseau international « Friends of the Earth » : <https://www.amisdelaterre.be>.

B. L'alimentation dans l'économie globalisée

" Les États nationaux sont surdéterminés par les oligarchies du capital financier globalisé. En 2015, selon la Banque mondiale, les 500 plus grandes sociétés transcontinentales privées, tous secteurs confondus, contrôlaient 52,8 % du produit mondial brut. Ces sociétés transfrontières fonctionnent selon le principe de la maximisation des profits. Nestlé, le plus grand trust alimentaire du monde, n'a pas pour vocation de combattre la faim, mais d'augmenter les dividendes de ses actionnaires. Nous sommes confrontés à une dictature mondiale du capital financier, dans un univers de violence structurelle. Il faut la briser. "

Jean Ziegler

Jusque dans les années 1950, dans de nombreux pays occidentaux, une grande partie des ressources alimentaires consommées étaient produites dans un périmètre restreint. Le territoire local fournissait en effet la plupart des ressources, et le répertoire culinaire se déclinait autour des produits disponibles à proximité. La révolution agro-alimentaire a fait basculer ce système vers une organisation régionale, nationale et finalement mondiale. Dans cet « écosystème domestique hyper-spécialisé », la production locale est de moins en moins variée et les apports extérieurs deviennent plus importants.¹²

L'alimentation devient une filière agro-industrielle basée sur la division du travail de production : un pays augmentera sa richesse en se spécialisant dans la production pour laquelle sa productivité est la plus forte. Les accords de libre-échange favorisent le commerce international grâce à la suppression des barrières douanières et des réglementations nationales qui contraindraient les échanges.¹³ Mais cette quête infinie pour une division du travail « optimale » est seulement guidée par une rationalité économique et ne tient pas compte des impacts néfastes de la délocalisation. Concernant la production alimentaire, nous évoquerons ici deux aspects :

la disparition des exploitations agricoles et le manque de résilience des systèmes alimentaires.

L'extrême division du travail entraîne une diminution du nombre d'exploitations agricoles et une augmentation de la productivité. Les petits agriculteurs sont donc les premiers à payer le prix fort de ce modèle globalisé. En Belgique, le nombre de fermes diminue dramatiquement (entre 1980 et 2010, le plat pays a perdu 63 % de ses exploitations) tandis que la superficie moyenne par exploitation a plus que doublé.¹⁴ L'ouverture des marchés favoriserait donc les modèles industriels et intensifs, plus rentables du point de vue économique, et donc plus concurrentiels.

Une autre conséquence négative liée à la structure du modèle alimentaire centralisée et interconnectée est la perte d'autonomie ou de résilience, qui peut être définie comme la « capacité des sociétés humaines à ne pas s'effondrer au premier signe d'une pénurie de pétrole ou de nourriture »¹⁵. Pour une résilience du système alimentaire actuel, une relocalisation et une décentralisation seraient nécessaires, mais incompatibles avec les monstres tentaculaires, globalisés et transnationaux qui régissent aujourd'hui la production et la distribution alimentaires.¹⁶ Dans ce contexte,

¹² C. FISCHLER, *op. cit.*

¹³ S. LA SPINA, *Pistes d'avenir pour le secteur laitier wallon*, Jambes : Nature & Progrès Belgique, 2016.

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ D. PARIZEL, *op. cit.*

¹⁶ Ces longues structures sont aussi plus difficiles à contrôler par les autorités sanitaires, en témoigne le récent scandale sanitaire à l'abattoir de Bastogne (voir D. TADLI, « Affaire Veviba. Le haché avarié et l'urgence de relocaliser », *La Libre Belgique [Opinion]*, 15 mars 2018, [en ligne :] <http://www.lalibre.be/debats/opinions/affaire-veviba-le-hache-avarie-et-l-urgence-de-relocaliser-opinion-5aa94a4acd702f0c1a4f7801>). Par ailleurs, « l'hyper fragmentation » des structures de production complexifie la question de la responsabilité des multinationales – et donc de leur jugement... Voir G. LEFÈVRE, E. DAVID, *Juger les multinationales. Droits humains bafoués, ressources naturelles pillées, impunité organisée*, Bruxelles : Éditions Mardraga-GRIP, 2015.

la « main invisible » d'Adam Smith, autrement dit l'harmonisation *naturelle* des intérêts promise par le marché libéralisé, impose donc des modes de production et d'échange incompatibles avec les réalités agricoles locales.¹⁷

Ces dernières sont également impactées par la financiarisation et la spéculation autour des matières premières agricoles, phénomènes qui ne font qu'éloigner, encore une fois, les prix des produits de leur valeur réelle.

C. Les dangers de la financiarisation des matières premières agricoles

Le contexte globalisé voit aussi apparaître les dangers liés à la financiarisation des matières premières agricoles. Initialement, les grandes entreprises qui gèrent ce commerce (les « ABCD » – ADM, Bunge, Cargill et Dreyfus - sont les principales) devaient garantir l'achat des récoltes et leurs livraisons. Leur marge servait à couvrir les risques, amortir les frais de transport, bien rétribuer les travailleurs. Mais depuis les années 1980, le développement spectaculaire des activités financières n'a cessé de croître, jusqu'à repré-

senter 80 % du chiffre d'affaires de certaines multinationales.¹⁸ Les spéculateurs achètent et revendent plusieurs fois une même récolte sans en avoir vu un grain. Ces pratiques autour de « cargaisons virtuelles » alimentent la volatilité des prix agricoles et les bulles spéculatives toxiques, aux dépens des paysans et des mangeurs.¹⁹ D'autant plus que les bénéfices réalisés par ces grands groupes ne profitent que très peu aux pays où ils exercent : l'évasion fiscale des multinationales représenterait 250 milliards de dollars par an.²⁰

Chaque choix d'investissement de cette poignée de multinationales en position de monopoles, chacune de leurs spéculations sur le foncier, sur les produits bruts ou transformés, ou encore les coproduits, jouent sur la vie des paysans du monde entier, leur impose ce qu'ils doivent faire dans leurs champs pour survivre et, par ricochet, décide du menu de populations entières. Des millions de personnes sont ainsi prisonnières de cette dizaine de toiles d'araignées tissées sur le monde. Chaque erreur, chaque malfaçon, chaque accident industriel propagent ses dégâts sur le globe, on l'a vu avec le lait mélaminé, la maladie de la vache folle, les gripes aviaires. Pire, ces firmes modélisent le discours politique sur l'agriculture et la sécurité alimentaire : ce sont leurs choix industriels et financiers qui déterminent les investissements et les soutiens publics ainsi que la réglementation des marchés.»²¹

Si les titres financiers sur les matières premières agricoles existent depuis longtemps, des produits financiers complexes ont été construits par des agents extérieurs au secteur agricole dans le sillon de la crise de 2008. Ces contrats à terme²² sur les matières premières ont engendré un afflux massif d'argent sur les marchés financiers agricoles,

créant ainsi une demande fictive, c'est-à-dire déconnectée de l'économie réelle.²³ Les spéculations sont d'ailleurs tellement éloignées des produits sur lesquels elles portent que les multinationales passent facilement des biscuits aux shampoings, ou de la chimie à la viande. Finalement, comme le soulignent José Bové et Gilles Luneau, il s'agit toujours du même

¹⁷ S. LA SPINA, *op. cit.*

¹⁸ G. LEFÈVRE, E. DAVID, *op. cit.*

¹⁹ J. BOVÉ, G. LUNEAU, *L'alimentation en otage. Quand les multinationales contrôlent nos assiettes*, Paris : Autrement, 2015.

²⁰ « "Paradise Papers" : L'évasion fiscale des multinationales représente 250 milliards de dollars par an », *France Info*, [en ligne :] https://www.francetvinfo.fr/monde/paradise-papers/paradise-papers-l-evasion-fiscale-des-multinationales-represente-250-milliards-de-dollars-par-an_2454328.html, consulté le 27 mars 2018.

²¹ J. BOVÉ et G. LUNEAU, *op. cit.*, p. 128.

²² « Par un contrat à terme, l'acheteur s'engage à acheter, à un certain moment dans le futur et à un prix fixé, une quantité déterminée de marchandises. » Voir <https://www.bourse.be/>.

²³ « Des banques en Belgique sont complices de la faim dans le monde », *Réseau Financité*, 2018, [en ligne :] <https://www.financite.be/fr/article/des-banques-en-belgique-sont-complices-de-la-faim-dans-le-monde>, consulté le 5 avril 2018.

métier de financier : « pressurer les hommes et les femmes qu'ils emploient, *flexibiliser* le travail pour le payer moins, faire payer les dégâts qu'ils causent à la société et négocier directement avec les gouvernants ce qu'ils veulent de règles aussi bien sociales que sanitaires et commerciales »²⁴.

En conséquence, la spéculation alimente la volatilité des prix des produits de base et impacte directement les pays les plus pauvres. En ce sens, Jean Ziegler, sociologue

*Le rapport annuel de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture) estime que l'agriculture mondiale pourrait aujourd'hui nourrir normalement 12 milliards d'humains, presque le double de l'humanité. Au seuil de ce nouveau millénaire, il n'y a plus aucune fatalité, aucun manque objectif. La planète croule sous la richesse. Un enfant qui meurt de faim est assassiné.*²⁶

Au-delà des enjeux liés à la financiarisation, la tertiarisation du secteur alimentaire pousse également à déconnecter les produits de leur valeur réelle. Au niveau de leur contenu, les aliments tendent en effet à se rapprocher des services plutôt que des biens matériels. À titre d'exemple, en 2005, sur chaque euro dépensé pour des achats alimentaires en Belgique : 44 centimes permettaient d'acheter des produits importés, 43 centimes rémunéraient les services (taxes, commerce, transports...), 10 centimes allaient à l'industrie agroalimentaire, tandis que l'agriculture belge ne recevait que 3 centimes.²⁷

Bref, alors que l'alimentation devient une contrainte dont on veut diminuer les coûts et que le système se globalise, les prix

et premier rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, affirme qu'il s'agit d'un crime contre l'humanité. À la suite de la crise financière de 2008, les ressources du Programme alimentaire mondial (PAM), chargé de l'aide d'urgence, ont ainsi diminué de moitié. Les financiers ont, quant à eux, continué leurs spéculations sur les marchés : les prix des trois aliments de base (maïs, blé, riz) ont explosé, touchant directement 1,7 milliards d'humains extrêmement pauvres.²⁵

des produits s'éloignent de plus en plus de leur valeur réelle, à travers la financiarisation des matières premières et la tertiarisation du secteur. Les prix deviennent volatiles, déconnectés des réalités de production et peuvent donner lieu à une sorte de concurrence déloyale entre les producteurs du monde entier. Face à ces dangers, l'Union européenne a, dès ses débuts, organisé des règles régissant le marché agricole intérieur : la Politique agricole commune. Mais nous allons voir que malgré les avantages qui en ont découlé, et les bonnes intentions d'origine, la PAC a aussi eu des effets pervers, en particulier pour les petits paysans... et les contribuables.

²⁴ J. BOVÉ, G. LUNEAU, *op. cit.*, p. 140.

²⁵ J. ZIEGLER interrogé par É. BÉCU, « Jean Ziegler : " Les spéculateurs devraient être jugés pour crime contre l'humanité " », *Basta Mag*, 19 décembre 2011, [en ligne :] <https://www.bastamag.net/Jean-Ziegler-Les-speculateurs>, consulté le 5 avril 2018. En moins d'un an, les prix des denrées alimentaires au niveau mondial auraient augmenté de 45 %. Voir B. BAYOT, « Spéculateur affameur », *Réseau Financité*, mai 2008, [en ligne :] <https://www.financite.be/fr/reference/speculateurs-affameurs#s-dfootnote1sym>, consulté le 5 avril 2018.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ D. PARIZEL, *op. cit.*

II. DES PRIX BRADÉS ET DÉCONNECTÉS À RESITUER

A. Une alimentation subventionnée...

Quand on s'intéresse au prix de l'alimentation, difficile de faire l'impasse sur la Politique agricole commune (PAC). « Pour inclure les produits agricoles dans la libre circulation des marchandises tout en maintenant une intervention publique dans le secteur agricole, il fallait supprimer les mécanismes d'intervention nationaux incompatibles avec le marché commun et les transposer au niveau communautaire. »²⁸ Prévues dans le Traité de Rome (1957), la PAC est adoptée en 1962, aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale.²⁹ Ses missions sont donc influencées par un contexte de relance : il faut augmenter les rendements agricoles et garantir une sécurité d'approvisionnement, assurer une rémunération acceptable aux producteurs et des prix raisonnables aux consommateurs.³⁰ En ce début de Guerre froide, les États-Unis font particulièrement sentir leur présence en Europe et imposent l'absence de droits de douane sur l'alimentation animale qu'ils exportent en Europe, en même temps que leur modèle d'élevage intensif basé sur le maïs et le soja... rendant ainsi l'Europe de l'Ouest dépendante des importations.³¹ Bref, les débuts de la Politique

agricole commune sont marqués par une logique productiviste.

Mais dans les années 1980, le retour de bâton se fait ressentir : les excédents de production font déraiser le budget. Prenons l'exemple du lait, qui constitue un produit particulièrement administré au sein de l'Union européenne. Jusque-là, les éleveurs étaient assurés d'écouler toute leur production, les excédents étant transformés en lait en poudre ou en beurre. Mais à un certain stade, la surproduction est devenue trop coûteuse : en 1983, la CEE possédait un million de tonnes de poudre de lait et 850 000 tonnes de beurre.³² Parallèlement à la mise en place des quotas (1984), l'Union européenne se tourne vers les exportations. Confrontée à des prix mondiaux plus bas que ses prix intérieurs, elle compense la différence avec des subventions nommées « aides à l'exportation »... attirant du même coup les critiques des pays tiers qui accusent l'Union européenne de dumping.³³ La baisse des prix des produits exportés engendrerait donc une sorte de concurrence déloyale pour les pays extérieurs, comme l'exprime Jean Ziegler :

*Le dumping agricole biaise les marchés alimentaires dans les pays africains. L'Union européenne subventionne l'exportation de sa production agricole. En Afrique, vous pouvez acheter sur n'importe quel étal des fruits, des légumes, du poulet venant d'Europe à quasiment la moitié du prix du produit africain équivalent. Et quelques kilomètres plus loin, le paysan et sa famille travaillent dix heures par jour sous un soleil brûlant sans avoir la moindre chance de réunir le minimum vital.*³⁴

²⁸ S. LA SPINA, *op. cit.*, p. 20.

²⁹ La PAC est financée par le budget commun de l'Union européenne, ainsi que les droits douaniers perçus sur les importations. Si les États membres contribuent au budget de la PAC de façon proportionnelle à leur revenu, les retours budgétaires sont inégaux. Ainsi, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas sont les plus grands contributeurs nets, tandis que l'Espagne, le Portugal, la Grèce et l'Irlande sont les plus grands bénéficiaires nets. L'hétérogénéité entre les pays transparait bien : tandis qu'à la création de l'UE, l'agriculture représentait près d'un tiers de l'emploi et 20 % du PIB des six pays fondateurs, ces proportions ont été divisées par dix dans les années 2000. Ce phénomène s'explique par l'augmentation des rendements, mais aussi par l'élargissement de l'Union européenne qui compte à présent des pays où la taille moyenne des exploitations est plus petite. De manière globale, les surfaces réservées à l'agriculture tendent à diminuer au sein de l'Union européenne, tandis que la taille moyenne des exploitations augmente et que la population agricole vieillit. Voir J.-C. BUREAU, *La Politique Agricole Commune*, Paris : La Découverte, 2007.

³⁰ S. LA SPINA, *op. cit.*

³¹ G. CHOPLIN, *La PAC : comprendre pour se positionner*, Conférence organisée par le Mouvement d'Action paysanne, Gembloux, 23 janvier 2018.

³² S. LA SPINA, *op. cit.*

³³ G. CHOPLIN, *op. cit.*

³⁴ J. ZIEGLER interrogé par É. BÉCU, *op. cit.*

En 1992, une réforme de la PAC transforme les aides à l'exportation en aides directes découplées de la production. Les exploitants reçoivent donc leurs subventions en fonction du nombre d'hectares ou de bêtes éligibles qu'ils possèdent. La Cour des comptes dénonce une injuste répartition du soutien public, puisque ce sont les plus grands propriétaires qui sont les plus aidés, mais elle

n'est pas entendue.³⁵ Les subventions profiteraient donc davantage aux exploitations qui pratiquent une agriculture conventionnelle et à grande échelle : 1,5 % des exploitants bénéficieraient de 30 % des aides, tandis que 98,5 % devraient se partager le reste.³⁶ Finalement, cette logique entraîne une chasse aux hectares et à l'expansion comme en témoigne cet éleveur bovin wallon :

La manière dont les primes ont été distribuées ici... Comme la prime à la vache allaitante... Nous, on a 60 bêtes ici. J'avais zéro prime, pourquoi ? Parce que j'avais moins du nombre minimum de vaches éligibles parce que mes vaches avaient plus que l'âge... Des vaches que j'avais amorties, qui avaient fait des veaux... Ces vaches, elles sont censées être mortes depuis longtemps, donc elles ne comptent pas dans mon élevage (...). Je vois comment fonctionne l'agriculture autour de moi, il y a quand même peu de gens qui se contentent de ce qu'ils ont. Ils continuent à faire la guerre au voisin pour s'agrandir... Enfin, je veux dire, on est dans une idéologie d'accaparement et de croissance, où on n'est jamais content avec ce qu'on a. Nous, notre objectif, c'est essayer de garder ce qu'on a. Les autres, c'est essayer de le piquer au voisin. Et ça, c'est idéologique. Je veux dire, il n'y a même pas de remise en question morale par rapport à ça, et c'est normal. T'es un imbécile si tu ne penses pas comme ça. Si ça ne te vient pas à l'esprit de monter un truc, de développer un poulailler industriel en contrat avec une firme sur le côté pour gagner ta vie, en plus...³⁷

Ainsi, la simple esquisse de certains mécanismes de la PAC suffit à nous laisser entrevoir de quelle manière les prix des aliments peuvent s'éloigner de leur valeur réelle, à tel point que « l'économie agricole serait aujourd'hui construite sur de la vente à perte, compensée par les subsides »³⁸. Les denrées alimentaires sont donc vendues en dessous de leur valeur réelle, comme l'exprime un éleveur : « Finalement, Bruxelles nous aide à produire en-dessous de ce que ça nous coûte. Sans ça, le fromage coûterait 30 % plus cher. »³⁹ Dans une exploitation conventionnelle, les aides européennes constitueraient en moyenne 50 % du chiffre d'affaire.⁴⁰ À travers les subventions européennes, c'est l'argent

public qui permet de maintenir des prix très bas et déconnectés des coûts de production... Le mangeur-contribuable paie ainsi plusieurs fois des produits qui peuvent paraître, à première vue, peu chers, sans parler des externalités négatives qui ne sont pas prises en compte, nous y reviendrons.

Tandis que les subventions publiques concourent à déconnecter le prix et la valeur réelle des aliments, les entreprises privées bénéficient quant à elles d'un pouvoir de négociation grandissant dans un contexte globalisé, contribuant elles aussi à un certain dumping.

³⁵ J. ZIEGLER interrogé par É. BÉCU, *op. cit.*

³⁶ K. BLAZER, R. STRASSENBURG, « Bien manger, mais à quel prix ? », *Arte*, 2013.

³⁷ MAXIME, entretien avec l'auteure, Viroinval, 27 octobre 2016.

³⁸ G. CHOPLIN, *op. cit.*

³⁹ Éleveur interrogé par K. BLAZER, R. STRASSENBURG, *op. cit.*

⁴⁰ K. BLAZER, R. STRASSENBURG, *op. cit.*

B. ...et un secteur privé maître pour négocier

Après la Seconde Guerre mondiale, la volonté de rattrapage qui s'est bien exprimée politiquement au niveau de la PAC se reflète directement dans les modes de production et de consommation. Un nouveau modèle de « modernité » s'impose : dans une course à la productivité, les « usines à vendre » alimentent les antennes de la grande distribution où les consommateurs se rendent en automobile avant de rentrer chez eux pour remplir leur réfrigérateur flambant neuf. L'objectif : vendre en masse des produits standardisés et peu chers à des consommateurs indifférenciés.⁴¹

Les grandes surfaces symbolisent particulièrement bien ces changements dans les modes de consommation. En Belgique, le premier supermarché ouvre en 1957, inspiré des USA : il s'agit d'un Delhaize sur la Place Flagey, à Bruxelles. À peine cinquante ans plus tard, le plat pays comptait plus de 2 500 établissements de ce type.⁴² Pour revenir au prix de l'alimentation, soulignons que les grandes surfaces permettent bien évidemment de réaliser des économies d'échelle : les immenses quantités commandées aux producteurs offrent un important pouvoir de négociation et donc l'obtention de prix bas. Aussi, ce modèle étant basé sur le « libre-service », la grande distribution fait l'économie non-négligeable des vendeurs : les clients remplissent eux-mêmes leur caddie avec des produits pré-emballés et paient à la sortie. Tandis que les coûts sont toujours plus comprimés⁴³,

les grandes surfaces s'enorgueillissent de « lutter contre la vie chère », à l'instar d'Intermarché.⁴⁴ Les aliments deviennent en effet très bon marché : tandis qu'une personne devait travailler pendant deux heures pour acheter une poule à rôtir en 1960, 14 minutes de labeur suffisaient en 1994.⁴⁵

En fixant les prix d'achat et les standards des produits, la grande distribution transforme les citoyens en « consommateurs de plein exercice »⁴⁶. Endormis par des transactions anonymes encourageant à suivre l'intérêt individuel, les individus se lancent dans une course aveugle aux bas prix.⁴⁷ Loin d'être un véritable acteur du marché, le consommateur est davantage le jouet des puissances économiques qui, elles, prennent le soin de décider ce qui sera produit.⁴⁸ Des « mastodontes économiques et financiers » émergent alors, à l'image de Walmart, Tesco ou Carrefour. Cette dernière enseigne, qui avait ouvert son premier hypermarché en 1963 au sud-ouest de Paris, a depuis lors conquis la planète. Après de nombreuses opérations de fusions-acquisitions, Carrefour représente aujourd'hui plus de 10 105 magasins dans 34 pays, 100 milliards d'euros de chiffre d'affaire, 360 000 employés et 10 millions de clients par jour...⁴⁹ Précédemment, Carrefour a été condamné à plusieurs reprises en France : salaires inférieurs au SMIC, 17 millions d'euros perçus abusivement au titre de « marges arrières »⁵⁰ ...

⁴¹ K. BLAZER, R. STRASSENBURG, *op. cit.* Notons toutefois que, depuis les années 1980, un mouvement de démassification a fait reculer certains symboles de la société de consommation comme les hypermarchés. La course à la taille fonctionne moins, et les grandes enseignes de la distribution tentent un retour plus modeste dans les villes.

⁴² « Il y a 60 ans, le premier supermarché du pays ouvrait ses portes », *RTBF Info*, 17 octobre 2017, [en ligne :] https://www.rtbf.be/info/societe/onpdp/detail_il-y-a-60-ans-le-premier-supermarche-du-pays-ouvrait-ses-portes?id=9721714, consulté le 5 mars 2018.

⁴³ T. PECH, *op. cit.*

⁴⁴ Et de sa généreuse volonté de rendre le Nutella accessible à tous... Voir <https://www.intermarche.com/home/tous-unis/contre-la-vie-cher.html>.

⁴⁵ « Le jeu de la ficelle. Un outil pour déjouer votre assiette ! », *Quinoa ASBL*, 2018, [en ligne :] <http://www.quinoa.be/je-minforme-3/outils-pedagogiques/jeu-de-la-ficelle/>, consulté le 20 mars 2018.

⁴⁶ T. PECH, *op. cit.*

⁴⁷ S. MERTENS, « Balises pour une transition sociale et écologique du système agro-alimentaire », *Ecolab Alimentation*, Liège, 11 mars 2018.

⁴⁸ T. PECH, *op. cit.*

⁴⁹ J. BOVÉ, G. LUNEAU, *op. cit.* Notons que le groupe Carrefour a récemment supprimé plus de 1 200 emplois en Belgique, notamment en raison de l'automatisation des caisses : une nouvelle économie pour le géant de la grande distribution. « Une des raisons des licenciements chez Carrefour : des caisses "automatiques" dans tous ses supermarchés », *RTBF Info*, 31 janvier 2018, [en ligne :] https://www.rtbf.be/info/economie/detail_carrefour-veut-installer-des-caisses-automatiques-dans-tous-ses-hypermarches?id=9827221, consulté le 3 février 2018.

⁵⁰ Les « marges arrières » sont des rétrocommissions (remises différées dans le temps) « octroyées » aux distributeurs permettant à ceux-ci de contourner la législation interdisant les ventes à perte.

Une journée normale...

« Imaginons une journée normale, vous vous levez du bon pied et vous optez pour un café Alta Rica au petit déjeuner, bingo ! Vous avez les lèvres chez Nestlé. Vous vous ravisez et vous attrapez un paquet de Jacques Vabre, là vous avez la main chez Kraft. Idem avec Carte Noire ou Maxwell. Pendant que l'eau du café chauffe, vous ouvrez un yaourt La Laitière et vous délayez un chocolat Nesquik pour les enfants, retour chez Nestlé. Votre ami glisse un sachet de thé Lipton dans son bol, c'est Kraft qui récupère la mise. Vous filez au bureau où le collègue prévenant fait déjà couler un Nespresso, vous êtes à nouveau en Suisse. Vous relevez le nez d'un dossier pour boire un verre de Contrex, vous êtes toujours au bord du Lac Léman. Vous grignotez en filant à un rendez-vous Belin, Lu Tuc, Toblerone, Côte d'Or, Suchard, Cadbury, Carambar, c'est Kraft que vous avez en bouche, ils ont même les pastilles Vichy et les Cachous Lajaunie dont vous parfumez votre haleine après la clope. Revenu tard au bureau, vous déjeunez vite fait sur un coin de table d'une pizza Buitoni et d'un verre de Perrier, toujours chez Nestlé. Votre voisine a préféré passer au micro-ondes des nouilles asiatiques au curry Bolino avec un gobelet de Quézac, devinez... Nestlé. Vous rentrez chez vous épuisé par les rendez-vous clients, les gosses crient famine, vous leur calez les joues avec une tranche de jambon Herta, une purée Mousline et un Flanby, vous venez de les rendre accros à Nestlé. Une pression douce contre le mollet... c'est le chat qui réclame sa boîte de Gourmet, dans la foulée vous servez aussi le chien en Friskies, eux aussi sous perfusion Nestlé, y'a pas d'raison. Enfin tranquille, vous salivez d'avance en pensant dîner d'un petit plat cuisiné Davigel et d'une bonne glace Movenpick... bonne pioche, vous finissez la journée chez Nestlé. »⁵¹

Ainsi, au niveau de la distribution comme dans le secteur de la production et de la transformation agroalimentaire, un nombre très restreint d'entreprises dominant le marché. Si on peut avoir une sensation de liberté en choisissant telle enseigne ou tel produit à la place d'un autre, on peut vite se rendre compte qu'ils appartiennent en réalité au même groupe (voir l'encadré ci-dessus). À coups de fusions et d'alliances transnationales entre grands groupes, les rapports de force du secteur sont reconfigurés. La grande distribution et les centrales d'achat deviennent les acteurs majeurs dans l'organisation des filières (en France, cinq centrales réalisent 90 % des achats). Elles bénéficient donc d'un pouvoir de négociation puissant sur les fournisseurs, et supplantent les marchés et opérateurs traditionnels.⁵² Le marché agricole mondial

est, quant à lui, dominé par une poignée de sociétés multinationales très puissantes. À titre d'exemple, seules quatre entreprises contrôleraient entre 75 et 90 % du commerce de grains.⁵³ On peut en conclure avec José Bové et Gilles Luneau que la loi du marché ne régule pas : elle favorise la concentration d'entreprises au détriment de l'emploi, de l'occupation du territoire, de la sécurité d'approvisionnement, de la qualité de la nutrition...⁵⁴

Une série d'interventions, aussi bien publiques que privées, contribuent donc à déconnecter le prix des produits et les réalités de production. Derrière les aliments *low cost* des grandes surfaces se cachent en effet une série d'externalités négatives qui n'ont pas été prises en compte et se répercutent bien au-delà des murs du supermarché...

⁵¹ J. BOVÉ, G. LUNEAU, *op. cit.*, p. 131-132.

⁵² B. DUQUESNE, PH. LEBAILLY, « Importance de la consommation alimentaire pour le développement durable de la production agricole : dispositifs mis en place en Région Wallonne », *Colloque international AIEA2 Développement durable et globalisation dans l'agroalimentaire*, Université Laval, Québec, 23 et 24 août 2004.

⁵³ J. BOVÉ, G. LUNEAU, *op. cit.*

⁵⁴ *Ibid.*

III. LA NON-PRISE EN COMPTE DES EXTERNALITÉS NÉGATIVES, UNE CONSÉQUENCE INCHIFFRABLE

" Les prix « bas » de la grande industrie agroalimentaire ne le sont que parce que ce que les économistes appellent les « externalités négatives » ne sont pas répercutées sur le prix des produits sur les rayons des supermarchés – mais ce que le consommateur ne paie pas à la caisse, il le paiera en tant que contribuable, pour effacer les conséquences environnementales et sanitaires de ce modèle. "

Olivier de Schutter

" Depuis quand il faut que notre alimentation soit sponsorisée par les pouvoirs publics ? Ça veut dire quoi de payer plusieurs fois les produits ? C'est quand même injuste. Aujourd'hui, un cochon industriel, que vous allez soit disant payer pas cher... Vous allez le payer une fois à la caisse, pas cher effectivement. Ensuite, vous allez le payer une deuxième fois pour nettoyer sa merde, désolé mais l'argent public va pour les algues vertes, les nitrates et les nappes phréatiques. Et puis vous allez le payer une troisième fois pour soigner les gens qu'il a rendu malade parce que, manque de pot, ce cochon-là il n'a pas les bons gras, il a été stressé, en plus il est bourré d'antibiotiques... Et après, il faut payer le mec qui le produit parce qu'au prix où il l'a vendu, il faut pas croire qu'il gagne sa croûte... Vous allez le payer quatre fois le cochon, quatre fois ! Et la grosse injustice, c'est que même ceux qui ne le mangent pas, ils vont le payer trois fois. "

Arnaud Daguin, chef cuisinier français

Ce que nous ne payons pas à la caisse se répercute donc ailleurs. L'extrait ci-dessus exprime bien les grandes catégories d'externali-

tés négatives qui ne sont pas prises en compte dans le coût de l'alimentation low cost : environnementales, sanitaires et sociales.

A. L'impact environnemental

Les dégâts environnementaux engendrés par l'agriculture conventionnelle et industrialisée, dont la rationalité est d'abord économique, sont nombreux : dégradation des sols en raison des monocultures, déforestation, diminution de la biodiversité, usage d'intrants, surproduction de méthane, pollution extrêmement toxique résultant de l'extraction minière...

Au-delà des pratiques liées à la production en elle-même, les processus de transformation sont également très gourmands en énergie, d'autant plus que 80 % des produits consommés feraient l'objet d'une transformation agro-alimentaire.⁵⁵ Le transport des dif-

férents ingrédients des plats préparés coûte également cher en termes d'émissions de gaz à effet de serre : une boîte de soupe tomate-boulettes peut parcourir jusqu'à 32 000 km !⁵⁶ Et le bio n'est pas épargné, au contraire : de nombreux aliments porteurs du label sont produits dans le Sud par des ouvriers surexploités avant d'être importés par avion...⁵⁷

L'étape de la consommation n'y échappe pas, notamment à travers le gaspillage alimentaire. Si on tient compte de toutes les étapes de la chaîne (de la production à la consommation), un kilo de nourriture par personne serait gaspillé chaque jour en Belgique. Les ménages européens seraient responsables

⁵⁵ « Focus : impact de l'alimentation sur l'environnement », *Bruxelles environnement*, 6 octobre 2016, [en ligne :] <http://www.environnement.brussels/etat-de-lenvironnement/archives/rapport-2007-2010/environnement-pour-une-ville-durable/focus-impact>, consulté le 15 mars 2018.

⁵⁶ « Le jeu de la ficelle. Un outil pour déjouer votre assiette ! », *op. cit.*

⁵⁷ M. VANDOORNE, « Le "bio" : responsables, éthique et local ou création d'un nouveau business ? », *POUR*, 16 août 2017, [en ligne :] <https://www.pour.press/le-bio-responsable-ethique-et-local-ou-creation-dun-nouveau-business/>, consulté le 14 mars 2018.

à hauteur de 53 % des pertes alimentaires.⁵⁸ Le marketing des distributeurs, qui tente sans cesse les mangeurs avec des promotions alléchantes (« 1+1 gratuit »), entraîne des achats compulsifs et contribue ainsi à ce gaspillage. On peut bien sûr supposer qu'un aliment

est plus facilement gaspillé si on lui accorde une faible valeur financière et symbolique, comme c'est le cas dans la consommation de masse. Le philosophe Alain Deneault exprime bien cette idée :

Puisque la valeur d'une chose réside notamment dans les efforts réels qu'on doit déployer pour l'obtenir (un verre de lait n'a pas la même valeur selon qu'on l'a payé au café ou qu'on a dû trouver soi-même une vache à traire), du moment qu'on a les moyens pécuniaires d'obtenir tout objet de désir sans effort particulier, la chose que l'on acquiert se déprécie d'un point de vue psychique (...). Le rapport contrasté entre tout et rien, que l'argent favorise, génère une pensée qui tend à désinvestir les objets du monde. Au point où Simmel s'est réjoui d'une seule chose pendant la Grande Guerre : que les coupons pour l'obtention du pain que l'on distribuait en lieu et place de l'argent permettaient à la communauté de renouer avec le sens de la valeur sensible des choses plutôt que celui de leur équivalent.⁵⁹

En moyenne, chaque Européen paierait 0,33 euro/jour de subventions, et 0,83 euro/jour pour pallier les conséquences écologiques de ces pratiques. Au total, il s'agirait

de 417 euros par personne et par année qui, au final, financent davantage l'agro-industrie et ses dégâts plutôt que l'agriculture paysanne.⁶⁰

B. La santé publique menacée

Nous l'avons vu, dans l'après-guerre, les systèmes agroalimentaires ont été développés en vue de créer de grands volumes. En visant avant tout la production de calories bon marché, la qualité nutritionnelle des produits a été négligée. L'importance de régimes alimentaires diversifiés et équilibrés a été balayée pour encourager les monocultures intensives (notamment de blé, maïs et soja, qui constituent des intrants pour la transformation agroalimentaire).⁶¹ Ces pratiques ont contribué au développement du surpoids et de l'obésité à travers la diffusion de régimes riches en énergies, graisses, sucres... D'autant plus que les aliments consommés sont de plus en plus transformés et préparés, répondant ainsi à l'évolution des modes de vie, comme nous l'évoquons dans la mise en contexte. Les

transformations liées aux modèles alimentaires occidentaux se sont ensuite diffusées dans les pays dits « émergents » et « en développement » (Brésil, Afrique du Sud, Chine, Inde...). Ces pays rencontrent donc un *double fardeau nutritionnel* : une partie de la population est sous-alimentée tandis qu'une autre est mal alimentée.

Si le fait d'être en bonne santé est inestimable, les soins pour pallier les dégâts de nos systèmes alimentaires conventionnels ont un coût. Comme le rappelle Olivier De Schutter, « les perturbateurs endocriniens présents dans l'alimentation – en raison des pesticides utilisés dans l'agriculture conventionnelle, des emballages utilisés, des hormones de croissance dans l'élevage industriel, ou des

⁵⁸ « Infographie : les chiffres du gaspillage alimentaire dans l'Union européenne », *Parlement européen*, 15 mai 2017, [en ligne :] <http://www.europarl.europa.eu/news/fr/headlines/society/20170505STO73528/infographie-les-chiffres-du-gaspillage-alimentaire-dans-l-union-europeenne>, consulté le 3 avril 2018 ; R. DE BRUYN, « Gaspillage alimentaire : combien de nourriture gaspille-t-on ? », *Ecoconso*, 30 novembre 2017, [en ligne :] http://www.ecoconso.be/fr/content/gaspillage-alimentaire-combien-de-nourriture-gaspille-t-#_ftn1, consulté le 3 avril 2018 ; G. COURTOIS, *Le gaspillage alimentaire. À la poubelle !*, Bruxelles : CPCP, « Au Quotidien », 2014.

⁵⁹ A. DENEULT, *La médiocratie*, Montréal : Lux Éditeur, 2015, p. 106-107.

⁶⁰ K. BLAZER, R. STRASSENBERG, *op. cit.*

⁶¹ « L'alimentation *low cost* a favorisé le surpoids et l'obésité », *Le Vif*, 18 juin 2014, [en ligne :] <http://www.levif.be/actualite/sante/l-alimentation-low-cost-a-favorise-le-surpoids-et-l-obesite/article-normal-35195.html>, consulté le 15 mars 2018.

préservateurs – coûtent 217 milliards d’euros par an aux pays de l’Union européenne, l’équivalent de 1,48 % du PIB européen, ou 428 euros par an et par personne. La consommation de produits alimentaires fortement transformés par des processus industriels explique largement l’explosion des taux d’obésité (51,6 % de la population européenne est en surpoids ou obèse), et donc des maladies non-transmissibles – diabètes, maladies cardio-vasculaires, cancers gastro-intestinaux – qui y sont liés, dont le traitement représente 80 % des coûts en soins de santé dans l’UE. »⁶²

Ces constats sont d’autant plus préoccupants qu’il a été démontré que la santé était fortement déterminée par le statut socio-économique et le niveau d’instruction des

individus.⁶³ Étant donné que les régimes alimentaires dépendraient des ressources disponibles, les publics précarisés – de plus en plus nombreux en Belgique (en 2016, 15,15 % de la population était considérée comme risquant la pauvreté monétaire)⁶⁴ – « compressent » le budget alloué à la nourriture. Catherine Rousseau, employée à la Fédération des Services sociaux, explique ainsi que ces publics « bricolent » entre l’alimentation low cost et l’aide alimentaire (qui fournirait également des produits à faible valeur nutritive).⁶⁵ Le témoignage de Pascale qui doit se débrouiller avec 1 200 euros par mois (CPAS et allocations familiales réunis) pour élever seule ses trois enfants, illustre cette réalité, dont elle a bien conscience :

Les enfants adorent le Bami Goreng⁶⁶, donc je vais en acheter un plat, ça coûte trois euros et on a le plat pour tout le monde. Une fois par semaine le Bami Goreng, une fois des pizzas, etc. Ce sont des choses qui ne sont pas trop chères mais qui ne sont pas bonnes pour la santé non plus. Parce que ce ne sont pas vraiment les quantités recommandées de légumes et de choses saines. Ce n’est pas sain de ne manger que ça. Les enfants mangent très peu de fruits et trop peu de légumes.⁶⁷

Les conséquences sanitaires sont sans appel : selon une enquête réalisée en 2013 par l’Institut Scientifique de Santé publique

au sein des populations les moins instruites, deux adultes sur trois seraient en surpoids et un sur quatre souffrirait d’obésité.⁶⁸

C. Les enjeux sociaux

Nous l’avons déjà mentionné, face à cette politique d’alimentation à bas prix dans une économie globalisée, beaucoup de producteurs sont contraints d’arrêter leurs pratiques à petite échelle, n’étant pas assez rentables. Orientées par un souci de compé-

titivité sur les marchés à l’exportation, la plupart des politiques agricoles ont en effet favorisé les grands producteurs, particulièrement concurrentiels et capables de se conformer aux standards donnant accès à l’export. Les grands perdants de ces politiques favo-

⁶² O. DE SCHUTTER, « L’alimentation “low cost” coûte très cher ! », *La Libre*, 23 novembre 2017, [en ligne :] <http://www.lalibre.be/debats/opinions/l-alimentation-low-cost-coute-tres-cher-opinion-5a15b469cd707514e8df47e4>, consulté le 5 décembre 2017.

⁶³ Voir notamment la récente carte blanche de Natasia Hamarat, sociologue de la santé, sur le lien entre conditions sociales d’existence et cancer du sein : N. HAMARAT, « Cancers du sein et équité sociale », *La Libre [Opinion]*, 27 mars 2018, [en ligne :] <http://www.lalibre.be/debats/opinions/cancers-du-sein-et-equite-sociale-opinion-5ab90afdcd702f0c1a8a30a4>, consulté le 28 mars 2018.

⁶⁴ Il s’agit d’individus vivant dans un ménage où le revenu total disponible est inférieur à 1 115 euros par mois pour une personne isolée. Voir « Les indicateurs de pauvreté en Belgique en 2016 », *StatBel*, 19 mai 2017, [en ligne :] <https://statbel.fgov.be/fr/themes/menages/pauvrete-et-conditions-de-vie/risque-de-pauvrete-ou-dexclusion-sociale>, consulté le 20 mars 2018.

⁶⁵ C. ROUSSEAU, « Atelier sur la transition écologique de la consommation », *Ecolab Alimentation*, 11 mars 2018, Liège.

⁶⁶ Plat indonésien à base de nouilles frites.

⁶⁷ Propos recueillis par J.-C. GAROT, « Interview de Pascale, accidentée de la vie... », *POUR*, mars 2018, n°4, p. 4.

⁶⁸ « Enquête de santé 2013 », *Institut scientifique de santé publique*, 2013, [en ligne :] https://his.wiv-isp.be/fr/Documents%20partages/NS_FR_2013.pdf, consulté le 20 mars 2018.

rables à l'agro-export basé sur les grands volumes et les prix bas sont les petits agriculteurs qui, pourtant, rendent de nombreux services : création d'emplois, maintien des écosystèmes, développement rural...⁶⁹ À titre d'exemple, un producteur bio expérimenté du Brabant Flamand dévoilait sa comptabilité simplifiée, et montrait qu'il gagnait en moyenne 1 331 euros nets par mois.⁷⁰ Le SPF, quant à lui, affirme que le salaire vital minimum devrait s'élever à 1 414 euros nets pour un travailleur sans ancienneté, âgé de 21 ans.⁷¹ De l'autre côté de l'Atlantique, dans les exploitations bananières modernes et hautement mécanisées d'Amérique latine, les ouvriers percevraient à peine 1 à 3 % du prix final du produit. En Équateur, pays où la liberté syndicale est particulièrement réprimée, un ouvrier de plantation toucherait en moyenne 56 dollars par mois.⁷²

Au-delà d'un revenu faible pour les travailleurs, l'alimentation « bon marché » peut aussi masquer des conditions de travail indignes. En 2014, *The Guardian* révélait un scandale impliquant le leader mondial de la crevette, l'entreprise thaïlandaise Charoen Pokphand. Certains de ses fournisseurs en farine de poisson exploitaient leurs employés sur les bateaux de pêche, obligés de travailler 20 heures par jour, mal nourris, non-payés, parfois battus, voire exécutés... S'éclaircit ainsi le grand mystère derrière les crevettes pas chères vendues par Carrefour, Tesco ou encore Aldi.⁷³

Soulignons que les aspects environnementaux, sanitaires et sociaux qui viennent d'être parcourus individuellement sont en réalité interconnectés : si le transport des marchandises impacte l'environnement, la pollution engendrée influe bien sûr aussi sur notre santé, elle-même fortement déterminée par notre statut socio-économique... surtout si l'on est, par exemple, ouvrier agricole dans une exploitation utilisant des pesticides.⁷⁴ Et au-delà des répercussions strictement financières de ces externalités négatives, n'oublions pas les implications éthiques. Comme l'exprime Arnaud Daguin plus haut, n'est-il pas injuste, pour un mangeur, de payer plusieurs fois un même produit ? Les agriculteurs-paysans, d'ici ou d'ailleurs, qui nourrissent la planète et préservent les écosystèmes, n'ont-ils pas droit à une rémunération juste en échange ? Et le fait que les publics fragilisés soient les premiers à voir leur santé affectée par des aliments de basse qualité ne pose-t-il pas de graves questions morales sur les priorités de notre système ? Si une série d'initiatives inspirantes et alternatives se développent, et sont bien sûr nécessaires, il est primordial de veiller à ce qu'elles ne soient pas réservées à une élite. L'enjeu : la production et la distribution d'une alimentation saine, respectueuse de l'environnement, accessible et viable.

⁶⁹ « L'alimentation *low cost* a favorisé le surpoids et l'obésité », *op. cit.*

⁷⁰ Sans parler du salaire horaire, pour un métier qui ne connaît justement pas d'horaire.

⁷¹ D. PARIZEL, *op. cit.*

⁷² « Le jeu de la ficelle. Un outil pour déjouer votre assiette ! », *op. cit.*

⁷³ « Pêcheurs esclaves : Carrefour suspend ses achats de crevettes à CP Foods », *Le Monde*, 13 juin 2014, [en ligne :] http://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2014/06/13/pecheurs-esclaves-carrefour-suspend-ses-achats-de-crevettes-aupres-de-l-entreprise-mise-en-cause_4437892_3216.html, consulté le 20 mars 2018.

⁷⁴ Le jeu de la ficelle illustre brillamment ces nombreuses interactions : « Le jeu de la ficelle. Un outil pour déjouer votre assiette ! », *op. cit.*

CONCLUSION

*" Une superbe phrase d'une amie: " Quand l'émeute montre la misère, l'imbécile regarde le Nutella ".
Reprenez-vous mes amis ! Ces femmes et hommes avaient enfin les moyens d'offrir à leurs gosses une gourmandise qu'ils jugent désirable parce qu'ils en entendent parler sans y goûter jamais. Reprenez-vous ! Vous ne pouvez pas reprocher aux pauvres les idées dominantes ni les standards de la société de consommation. Ici, ils font dans le bruit et la cavalcade ce que vous faites paisiblement et en silence, parce que vous en avez les moyens. Et si vous ne le faites pas, comme moi, c'est parce que vous savez de quoi il s'agit. Mais pas eux. Les pauvres ne sont pas responsables de leur pauvreté, quel qu'en soit le domaine. "*

Jean-Luc Mélenchon

Alors, finalement, dans un contexte globalisé, avec les spéculations sur le foncier et les matières premières, où l'alimentation est perçue comme une contrainte dont il faut absolument faire baisser le prix, notamment à coups de subventions, et avec des conséquences environnementales, sanitaires et éthiques incommensurables... est-il possible de payer le juste prix pour s'alimenter ?

Il nous paraît essentiel de nous interroger sur la valeur – économique mais aussi nu-

tritive, sociale, symbolique... – des aliments dont nous nous nourrissons. Comme suggéré ci-dessous, les paysans peuvent jouer un rôle important à ce niveau, en rappelant aux humains aussi bien leur humble place dans l'écosystème⁷⁵ que les contraintes liées à la production de ce qu'ils ingèrent. Ainsi, un œuf qui coûte 15 centimes en grande surface n'annonce rien de bon, ni pour la personne censée vivre de cette production, ni pour celle qui devra l'ingérer... et encore moins pour celle qui l'aura pondu.

À la veille d'une rupture définitive entre campagne et production de nourriture, les paysans ont aujourd'hui la responsabilité de transmettre aux citoyens une pédagogie de la nature basée sur la réalité du vivant. Ils ont la légitimité pour éventer la supercherie des manipulations génétiques, pour faire respecter les plantes et les animaux pour ce qu'ils sont : des organismes vivants dont chacun est une brique de l'édifice terrestre.⁷⁶

Il est donc essentiel de travailler sur la propension à payer des mangeurs en leur transmettant les implications et réalités de leurs achats, et en les aidant à sortir de la logique de marché « au moins cher ». Une telle prise de conscience peut être l'occasion de revoir l'ordre de nos priorités. Nous l'avons vu en début d'analyse : le budget consacré à l'alimentation n'a fait que diminuer tout au long du xx^e siècle. Se nourrir est devenu une contrainte, et on cherche toujours à réduire le temps et l'argent qui y sont alloués. Or, nous venons de l'évoquer, cette quête du moindre prix peut avoir des effets pervers, qu'ils soient environnementaux, sociaux, sanitaires et/ou éthiques. Et finalement, ce qui nous paraissait bon marché à la caisse nous revient comme

un boomerang... avec des coûts qui finissent par se répercuter plus tard et indirectement.⁷⁷ On constate ainsi que dans certains groupes d'achat, des membres sont prêts à payer plus cher leur panier de légumes, que ce soit en solidarité avec les autres mangeurs ou le producteur. Des contrats d'engagement avec lui existent : les mangeurs s'engagent à payer une somme fixe, quels que soient les rendements ou la récolte.⁷⁸ De telles pratiques permettent de se défaire de l'idée sous-tendue par les grandes surfaces selon laquelle « tout est disponible tout le temps », et ce quelle que soient la saison et le lieu.

Par ailleurs, cette solidarité doit également s'exprimer avec les publics précarisés. Pas question, en effet, de laisser sur le car-

⁷⁵ Pour une analyse plus détaillée de la question, voir D. TADLI, *Entre l'humain et la nature... mur naturel ou culturel ?*, Bruxelles : CPCP, « Faites le Mur ! », n°3, novembre 2017.

⁷⁶ J. BOVÉ, G. LUNEAU, *op. cit.*, p. 153.

⁷⁷ Dans cette vaste entreprise, les initiatives sont nombreuses : groupes d'achat commun, coopératives, circuits courts...

⁷⁸ D. PARIZEL, *op. cit.*

reau des individus qui auraient une moindre propension à payer en raison de leur situation socio-économique ou se sentiraient simplement résignés, de manière plus ou moins consciente, face à l'alimentation industrielle. Ceux qui « savent de quoi il s'agit », comme le dit Mélenchon ci-dessus en parlant du Nutella (et sans doute de l'alimentation *low cost* en

général) créent en effet un deuxième marché, mais qui doit absolument rester accessible. On ne peut pas reprocher aux publics précarisés de prendre leur part du grand gâteau de la consommation quand l'occasion se présente⁷⁹, comme l'illustre ces propos d'une animatrice du CPCP :

Lorsqu'elles [les participantes de l'atelier] travaillent, elles disent se permettre de dépenser plus. Mais en même temps, pas des folies ! Juste passer du produit blanc à une marque, histoire de bénéficier d'un meilleur goût.⁸⁰

D'où l'importance d'une réflexion critique sur les systèmes alimentaires avec les publics fragilisés, comme nous le faisons dans nos ateliers d'éducation permanente.

De telles initiatives participent à une prise de conscience collective, urgente et indispensable. Bien au-delà du bulletin complété qu'il pose dans l'urne, le citoyen vote pour un modèle de société lors de ses choix quotidiens de consommation. Consommer un aliment, c'est valider le modèle qui l'a produit, et le boycott constitue, à l'inverse, une manière de marquer son désaccord. L'association I-Boycott offre d'ailleurs un outil aux citoyens en leur permettant de réagir concrètement aux scandales éthiques engendrés par de grands acteurs économiques. La plateforme gratuite permet aux consom'acteurs d'organiser des campagnes en vue de faire évoluer les entreprises visées.⁸¹

Mais se nourrir localement ne suffira pas. Les enjeux dépassent le niveau micro et individuel : ils sont éminemment éthiques et politiques. Ils vont au-delà du cadre de la PAC dont l'objectif premier devrait être « nourrir » et pas « être compétitif sur le marché international ».⁸² Il est temps de remettre en question un cercle vicieux induit par notre modèle néolibéral, guidé par des mythes de croissance et de soi-disant ruissellement, où s'épuise l'environnement et se creusent les inégalités. Tandis que John Keynes estimait, en 1930, que 15 heures de travail par semaine suffiraient au XXI^e siècle grâce aux progrès technologiques, on constate aujourd'hui que cet horizon est bien loin. Certaines politiques actuelles répandent l'insécurité en individualisant des enjeux collectifs et en « fragilisant ceux dont la situation objective nécessite de pouvoir s'appuyer sur des mécanismes de solidarité »⁸³. L'allocataire social est en effet perçu comme responsable de sa *condition d'assisté*,

⁷⁹ Voir D. TADLI, *Transition et simplicité volontaire... une solution pour ceux qui n'ont pas d'option ?*, *op. cit.*

⁸⁰ Animatrice CPCP, Frameries, 2016.

⁸¹ « I-boycott », 2018, [en ligne :] <https://www.i-boycott.org/page/comment-ca-marche>, consulté le 20 mars 2018.

⁸² Choplin explique bien que l'agriculture ne se régule pas seule, et que les leviers politiques doivent être exploités. Parmi les enjeux de la prochaine réforme de la Politique Agricole Commune (2020), l'agronome évoque le besoin de légitimité économique (avoir des prix liés à la valeur des produits), sociale (soutenir les petits agriculteurs), environnementale et territoriale (ne plus pousser à la productivité, aux exportations, à l'agrandissement, soutenir les exploitations bénéfiques à l'environnement). Voir G. CHOPLIN, *op. cit.* Notons aussi une difficulté inhérente au fonctionnement de la PAC : l'organisation d'une politique « commune » dans un contexte très hétérogène précédemment soulevé, tant au niveau de la place qu'y occupe l'agriculture que de la façon dont elle est gérée. Une véritable résilience alimentaire n'est en effet envisageable qu'à l'échelle de territoires précis, où les méthodes, us et coutumes spécifiques sont ancrés, au niveau agricole et commercial. Et même au sein d'un même pays, les moyens de production peuvent être très différents d'un agriculteur à l'autre, le prix de vente variera donc aussi : un même prix peut être rémunérateur pour l'un, mais pas pour l'autre. Le fait de déterminer les prix sur base de ceux du marché conduira inévitablement à des situations de sous-rémunération pour certains : il faut donc adapter le prix selon chaque situation. Voir D. PARIZEL, *op. cit.*

⁸³ Le néolibéralisme désignerait : « Les politiques publiques qui s'en inspirent et qui se déploient sous des configurations politiques diverses. Elles se caractérisent par une libéralisation et une privatisation de fonctions assurées par le secteur public, par une dualisation sociale de l'accès à ces fonctions, et par une confiscation démocratique des enjeux liés à ces secteurs. » Voir P. VIELLE, N. LEMOINE et M. ZUNE, « Le néolibéralisme existe : on peut le définir, l'observer et le dépasser », *La Libre [Opinion]*, 15 février 2018, [en ligne :] <http://www.lalibre.be/debats/opinions/le-neoliberalisme-existe-on-peut-le-definir-l-observer-et-le-depasser-opinion-5a858c6dcd70b558ed5d3135>, consulté le 20 février 2018.

alors même que le chômage de masse règne et que les *bullshit jobs*⁸⁴ rassurent les nostalgiques du plein emploi. Le travail, quitte à être inutile, occupe une place de choix dans notre société : il est considéré comme facteur d'intégration et de reconnaissance sociale⁸⁵, et de préférence occupé à temps plein (une responsable des ressources humaines découragera ainsi une jeune employée face à sa demande de temps partiel : « Il vaut mieux commencer à 100 %, pour voir ce que c'est vraiment le monde du travail »). Ainsi, passer 38 heures (souvent plus) par semaine au boulot, sans compte le temps de transport, oblige à sous-traiter des tâches élémentaires, que ce soit cuisiner, faire le ménage ou même garder les enfants. Nous voilà alors pris dans un cercle infernal, où nous travaillons pour payer les sous-traitants de nos vies, comme

l'illustre cette phrase entendue récemment : « Je préfère travailler une heure de plus et payer quelqu'un pour repasser mon linge ! ».

Selon l'anthropologue David Graeber, le travail inutile prospère « parce que la classe dirigeante a réalisé qu'une population heureuse et productive avec du temps libre était un danger mortel »⁸⁶. Le temps libre, et l'énergie mentale disponible, deviennent en effet des denrées rares, autant pour ceux qui gagnent suffisamment d'argent en travaillant que pour ceux qui s'inquiètent de la manière dont ils finiront le mois. Or, une certaine disponibilité psychique ainsi qu'un sentiment de sécurité minimum nous semblent nécessaires pour avoir le *luxé* de remettre en question des habitudes solidement ancrées par notre modèle, telles que se nourrir « vite et pas cher ». Le philosophe Friedrich Nietzsche exprime bien cette idée :

*La grande tâche de l'esprit mercantile est d'enraciner chez les gens incapables d'élévation une passion qui leur offre de vastes buts et un emploi rationnel de leur journée, mais qui les épuise en même temps, si bien qu'elle nivelle toutes les différences individuelles et protège de l'esprit comme d'un dérèglement. Il façonne une nouvelle espèce d'hommes qui ont la même signification que les esclaves de l'Antiquité.*⁸⁷

Il est possible de nous libérer de cette pression à la croissance infinie, au travail comme valeur absolue et à la responsabilisation individuelle de problématiques structurelles. Interrogé sur son optimisme,

Jean Ziegler, qui a consacré de nombreuses années de sa vie à se battre en faveur des plus pauvres, répond par la voix du philosophe Antonio Gramsci :

*“ Contre le pessimisme de la raison – l'optimisme de la volonté ”. Il n'y pas d'impuissance en démocratie. Pour abattre l'ordre cannibale du monde, il nous faut l'insurrection des consciences.*⁸⁸

Cette volonté optimiste se reflète dans la campagne belge *Tam-Tam*, en témoigne l'en-

thousiasme du porte-parole, Brieuc Wathelet :

On a la volonté de faire en sorte que les gens se réapproprient leur vécu, et transforment cette force, cette révolte, cette indignation qu'ils ont en force de changement, en force proposition-

⁸⁴ D. GRAEBER, cité par J.-L. CASSELY, « L'invasion des “métiers à la con”, une fatalité économique ? », *Slate*, 26 août 2013, [en ligne :] <http://www.slate.fr/story/76744/metiers-a-la-con>, consulté le 28 mars 2018.

⁸⁵ Comme l'indique la sociologue et philosophe Dominique Méda : « Toute la vie sociale est aujourd'hui organisée autour du travail. Ne pas avoir de travail est une sorte de déviance, un phénomène anormal. » Propos recueillis par A. ROUSSEAU, « Dominique Méda : “Il faut réduire le temps de travail” », *Bastamag*, 28 février 2011, [en ligne :] <https://www.bastamag.net/Dominique-Meda-Il-faut-reduire>, consulté le 4 avril 2018.

⁸⁶ *Ibid.*

⁸⁷ F. NIETZSCHE cité dans E. COLLIN, « Le libéralisme est-il un totalitarisme ? », *Revue Limite*, 30 novembre 2017, [en ligne :] <http://revuelimite.fr/le-liberalisme-est-il-un-totalitarisme>, consulté le 5 avril 2018.

⁸⁸ J. ZIEGLER interrogé par P. BONIFACE, « “Chemins d'espérance” : trois questions à Jean Ziegler », *Mediapart*, 11 octobre 2016, [en ligne :] <https://blogs.mediapart.fr/pascalboniface/blog/111016/chemins-d-esperance-3-questions-jean-ziegler>, consulté le 5 avril 2018.

nelle aussi. Je fais partie de la génération où on m'a systématiquement matraqué que le système économique et social tel qu'on nous le présente est la meilleure voie, et qu'il n'y a pas d'alternative. Je m'oppose à cette vision-là. Je sais que pour changer les institutions politiques et sociales actuelles, il va falloir un mouvement social fort. Mais un élément manque pour l'instant : l'espoir, la force motrice de changement. C'est l'ambition de la campagne : montrer que des alternatives sont possibles, et qu'il y a de l'espoir.⁸⁹

* *

Dounia TADLI est chercheuse au sein du Pôle Publications du CPCP. Elle est titulaire d'un master en anthropologie, spécialisée dans les relations humains-environnement.

⁸⁹ B. WATHELET, propos recueillis par E. CAEKELBERGHS, « Au bout du compte : la société postlibérale », *RTBF*, 8 mars 2018, [en ligne :] https://www.rtf.be/auvio/detail_au-bout-du-jour?id=2320296, consulté le 29 mars 2018. Concernant la campagne *Tam-Tam*, voir <https://www.campagnetamtam.be/>.

POUR ALLER PLUS LOIN...

- BAYOT B., « Spéculateur affameur », Réseau Financité, mai 2008, [en ligne :] <https://www.financite.be/fr/referenc/speculateurs-affameurs#sdfootnote1sym>, consulté le 5 avril 2018.
- BLAZER K., STRASSENBURG R., « Bien manger, mais à quel prix ? », Arte, 2013.
- BOVÉ J., LUNEAU G., *L'alimentation en otage. Quand les multinationales contrôlent nos assiettes*, Paris : Autrement, 2015.
- DAVID E., LEFÈVRE G., *Juger les multinationales. Droits humains bafoués, ressources naturelles pillées, impunité organisée*, Bruxelles : Éditions Mardraga-GRIP, 2015.
- FISCHLER C., *L'omnivore*, Paris : Odile Jacob, 1990.
- PARIZEL D., *La question du prix au cœur de la relation producteurs/consommateurs*, Jambes : Nature & Progrès Belgique, « Étude », 2014.
- PECH T., *Insoumissions. Portrait de la France qui vient*, Paris : Seuil, 2017.
- DE SCHUTTER O., « L'alimentation "low cost" coûte très cher ! », *La Libre*, 23 novembre 2017, [en ligne :] <http://www.lalibre.be/debats/opinions/l-alimentation-low-cost-coute-tres-cher-opinion-5a15b469c-d707514e8df47e4>, consulté le 5 décembre 2017.
- TADLI D., *Transition et simplicité volontaire... une solution pour ceux qui n'ont pas d'option ?*, Bruxelles : CPCP, « Au Quotidien », 2018.
- VANDOORNE M., « Le "bio" : responsables, éthique et local ou création d'un nouveau business ? », *POUR*, 16 août 2017, [en ligne :] <https://www.pour.press/le-bio-responsable-ethique-et-local-ou-creation-dun-nouveau-business/>, consulté le 14 mars 2018.

TADLI Dounia, *Alimentation low cost : le prix à payer*, Bruxelles : CPCP, « Regards décalés », n°9, avril 2018, [en ligne :] <http://www.cpcp.be/etudes-et-prospectives/collection-regards-decales/alimentation-low-cost>

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

www.cpcp.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Les défenseurs d'une alimentation alternative à l'industrie agroalimentaire se voient souvent opposer l'argument économique classique : « Bien manger, ça coûte cher ». Mais manger des produits sains, locaux, vides d'intrants et remplis de sens, coûte-t-il nécessairement plus cher ? L'alimentation *low cost* ne fait-elle pas l'économie dangereuse de la prise en compte des externalités négatives ? Finalement, quels mécanismes influent sur la fixation d'un prix, aux niveaux public et privé ? La présente publication esquissera une réponse à ces questions en remettant en perspective notre perception du prix de la nourriture. Une remise en contexte de notre système agro-alimentaire dans une économie globalisée, où le temps et l'argent consacrés à se nourrir diminuent sans cesse, montrera à quel point les prix des produits sont détachés de l'économie réelle. Ils masquent également une série de subventions, notamment à travers la PAC, ainsi que des jeux de négociations inégaux menés par une poignée de multinationales. Finalement, nous montrerons que cette alimentation *low cost* cache une série d'externalités négatives – environnementales, sanitaires, sociales, éthiques – qui n'apparaissent pas à la caisse, mais que nous finirons néanmoins par payer tôt ou tard...

Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Églises, 45 – 1000 Bruxelles

02 238 01 00 | info@cpcp.be

www.cpcp.be



Chaque jour des nouvelles du front !
www.facebook.com/CPCPasbl

Toutes nos publications sont disponibles
en téléchargement libre :

www.cpcp.be/etudes-et-prospectives